

Conférence de presse conjointe de MM. François Mitterrand, Président de la République, et Vaclav Havel, Président de la république tchécoslovaque, notamment sur les relations franco-tchécoslovaques et l'invasion de l'ambassade de France à Koweït City, Bratislava le 14 septembre 1990.

LE PRESIDENT VACLAV HAVEL.- Je vous souhaite la bienvenue à notre conférence de presse où nous avons l'honneur de souhaiter la bienvenue aussi à M. le Président François Mitterrand. Peut-être je devrais dire au début quelques mots du déroulement de la visite du Président français et de ses résultats ainsi que de mes estimations. Je pense que c'était une visite très importante pour plusieurs raisons. Tout d'abord, cette visite approfondit l'amitié que nous avons renouvelée sous une forme authentique déjà lors de ma visite à Paris. Cette visite a ouvert un espace politique pour la coopération dans les différents domaines de la vie sociale et économique, ensuite, elle a eu lieu en septembre à l'époque où nous nous rappelons les événements de Munich. Vous savez certainement que Mme Thatcher va venir aussi au mois de septembre et toutes les deux visites représentent pour nous un point définitif après ce chapitre pas trop agréable ou intermezzo dans notre relation. M. le Président Mitterrand en a parlé dans ce sens également.

- Troisièmement, cette visite a été importante aussi parce que nous avons pu à nouveau parler, et plus précisément de nos estimations concernant l'arrangement futur pour l'Europe. Depuis quelque temps, il nous semblait déjà que nos réflexions concernant l'avenir de notre continent prenaient pratiquement le même chemin - ce que nous avons, à nouveau, réalisé lors de cette visite. M. le Président François Mitterrand a parlé de son idée de la confédération européenne et il a rappelé comment il a participé autrefois à La Haye à la rencontre de l'idée de la confédération européenne économique qui s'est transformée plus tard par la constitution des Communautés européennes. Et, de la même manière, on devrait déjà commencer à réfléchir de la structure future de l'Europe. Ces réflexions ne devant pas être en contradiction avec les structures européennes existantes, au moins avec celles qui ont fait leurs preuves, qui sont pleines de sens, qui ont des perspectives et qui pourraient faire partie de la construction de la future Europe. M. le Président a dit que, à son avis, il serait possible et convenable si ces réflexions concernant la Conférence européenne pourraient être réalisées à Prague ou commencer à Prague. Nous avons, bien sûr, été contents d'entendre cette proposition. Prague se propose comme le lieu de telles discussions. Des discussions qui concerneraient notamment l'avenir de nous-mêmes, de nos enfants et des générations futures, leur vie dans une Europe pacifique qui vivra en amitié.

`Vaclav Havel`.- Au cours de la visite, il y avait quatre accords de signés. Nous avons parlé aussi de la possibilité de la coopération économique et il s'est avéré qu'à la différence de la coopération culturelle dans cette affaire, pour le moment, nous n'avons pas encore eu beaucoup de succès, mais nous sommes convaincus que cette ville crée de l'espace politique qui va faciliter et qui va permettre d'engager des contacts et de signer les contrats de coopération entre les

sociétés françaises et tchécoslovaques. On a parlé de plusieurs domaines où les perspectives de cette coopération s'ouvrent dont l'une est l'énergétique, l'énergie nucléaire, ensuite l'industrie automobile. En Slovaquie, en parlant avec le Premier ministre, nous avons parlé aussi de la coopération à la reconversion de l'industrie d'armes, et moi je suis convaincu que ces discussions vont se transformer en réalités au moment où chez nous la privatisation va commencer. Il y aura la loi de transformation, au moment où il y aura vraiment une subjectivité réelle des sociétés, donc au moment où nous serons prêts à signer de tels contrats.

- Notre politique générale ne veut pas se réintégrer à un seul pays. Nous avons déjà connu sur nos propres expériences qu'il n'est pas avantageux de se réorienter d'un seul côté. C'est pourquoi, justement, actuellement nous considérons comme important les négociations avec la France, avec l'Angleterre, avec l'Italie où je dois me rendre la semaine prochaine. Nous pensons que nous devrions à l'avenir nous orienter dans l'économie de plusieurs pays et faire une politique un peu équilibrée, et nous aimerions dans une certaine mesure le transmettre aussi dans le jugement des différentes propositions, bien que dans le milieu il commence déjà à y avoir de la concurrence. C'est un fait dont il faut tenir compte, mais ce sont aussi des lois économiques qui jouent un rôle important, c'est-à-dire la demande et l'offre. Au cours de la visite nous avons parlé de beaucoup de choses bien précises. Ce qui vous intéressera, vous nous poserez les questions, et je voudrais demander à M. le Président son jugement bref de sa visite ou bien son regard concernant son déroulement.\

LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, je désirais depuis longtemps accomplir ce voyage. J'étais venu peu avant la récente révolution. Il était important pour nos pays de revenir après et de faire connaissance, si ce n'était déjà fait, avec les nouveaux dirigeants d'une Tchécoslovaquie libre, maîtresse d'elle-même et de ses décisions, qui a commencé de tracer son chemin depuis près d'un an. Je dois dire que la rencontre avec le Président Havel, les conversations avec beaucoup d'autres dirigeants m'ont permis de penser que nous avons bien fait et que ce qui a été accompli devait dépasser ce qui était espéré. Une série de décisions ont été prises sur le plan politique. Le Président Havel que je remercie pour tout ce qu'il a fait afin que ce voyage soit réussi vient de vous dire ce qu'il pense du devenir de l'Europe et notre accord autour des trois pôles. D'abord les deux qui sont là, qui existent et qu'il faut développer : la Communauté européenne et la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe dont l'importance va s'accroître, laquelle apparaîtra clairement au mois de novembre prochain à Paris.

- Troisièmement, en perspective, ce que j'ai appelé Confédération européenne, et qui porte d'autres noms dans les initiatives prises à Prague, à Varsovie ou ailleurs, mais qui correspond au même objectif. C'est une vue de grande ampleur. J'ai eu beaucoup de plaisir à constater que le Président Havel, que les dirigeants tchécoslovaques la partageaient. Il a été dit, je le rappelle d'un mot, que l'on pourrait prévoir des assises préparatoires informelles de gens ou d'associations engagées partageant ces vues l'année prochaine.\

Des accords ont été signés sur les plans culturel et artistique, sur le plan de l'administration locale, besoin qui se fait sentir très fortement dans un pays comme celui-ci. Politiquement, je reviens à mon point de départ, nous avons décidé de nous rencontrer plus souvent, de mettre en place des groupes d'experts et de réunir des ministres, selon leur compétence, d'une façon régulière chaque année. Je passe sur tout cela et vous laisse le soin à partir de cette énumération de remplir les vides et de mettre de la substance sur ce qui peut apparaître exagérément schématique. Mais rien de tout cela n'aurait beaucoup de sens si l'on ignorait le climat dans lequel se sont déroulées nos conversations et l'intérêt que nous avons pris à visiter de très beaux endroits et d'admirables réalisations à Prague et à Bratislava.

- Je dirai aussi combien il a été utile de connaître quelques-uns de ceux qui symbolisent la révolution et le renouveau. Le premier d'entre eux est à mes côtés puisqu'il a été porté par le peuple aux responsabilités qui sont les siennes, le Président Havel. Je quitte à l'instant le Président Dubcek et je viens de rencontrer pour de longs échanges de vues le Président de l'Assemblée, le Premier ministre slovaque après une visite au Conseil national slovaque. J'ai pu rencontrer hier la Présidente et le Premier ministre tchèque. Je crois que l'on a fait ainsi un tour d'horizon. Qui peut prétendre connaître ce pays en 48 heures ? Même si l'on y est revenu deux

à l'horizon. On peut prétendre commander ce pays en 40 heures : même si l'on y est revenu deux fois en peu de temps. Le champ reste immense pour renouveler et relancer des relations historiques entre la Tchécoslovaquie et la France. C'est l'oeuvre à laquelle nous nous sommes maintenant attachés. Voilà, maintenant je suis à votre disposition pour les questions que vous souhaiteriez poser.\

QUESTION.- J'aurais une question commune MM. les Présidents. Au Parlement, à l'Assemblée européenne, monsieur Havel vous avez dit qu'à la première étape c'est-à-dire peut-être dans cinq ans, il pourrait y avoir une Communauté européenne qu'on pourrait appeler l'organisation des Etats européens. Au début du troisième millénaire, la Confédération européenne pourrait naître comme M. Mitterrand le propose. Ma question : est-ce que pendant cette visite, compte tenu du développement actuel, il y a des tendances qui permettent d'espérer que ce planning de la création de la nouvelle Europe pourrait se réaliser plus vite ?

- LE PRESIDENT VACLAV HAVEL.- Je pourrais peut-être répondre en premier. Je l'ai dit au Conseil européen, cela faisait partie des considérations, des réflexions qui continuent d'évoluer parce qu'il y a beaucoup d'initiatives qui divergent ou qui convergent, mais ce qui est clair cela va dans le même sens actuellement. La Tchécoslovaquie réellement, dans ses initiatives pensait qu'à la première étape il y aurait quelque chose comme l'organisation des pays européens. Quelque chose comme l'organisation des pays d'Amérique, et un jour cela pourrait se transformer en une union confédérative, on pourrait l'appeler de plusieurs manières mais cela ferait l'objet des autres accords, des autres négociations. Au départ nous pouvons déjà parler de la confédération en précisant que cela pourrait toujours être discuté et cela représenterait donc des unions, des accords, des conventions institutionnelles. Dans cette affaire, il y a eu un autre pas d'entrepris. Les ministres des affaires étrangères vont se rencontrer, ils vont préparer les discussions allant dans ce sens et il est possible qu'au printemps déjà nous essayions à Prague d'organiser une réunion comme cela. Les ministres des affaires étrangères ont promis de s'en occuper. Pour le moment c'est affaire de réflexion mais il faut penser avant parce que l'histoire va vite et il faut prévoir ce qui peut se passer pour ne pas être surpris après et il faut penser à l'avenir.

- LE PRESIDENT.- En ce qui me concerne je pense que le Président Havel et moi nous avons parlé visiblement de la même chose. Mais la différence est que le Président Havel l'a dit en tchèque et moi en français.\

QUESTION.- Monsieur le Président français, j'aimerais revenir sur une phrase que vous avez prononcée hier à l'Assemblée fédérale tchécoslovaque. Vous disiez "il faut que la loi internationale emporte raison". La loi internationale vient d'être violée une fois de plus aujourd'hui à l'ambassade de France au Koweït, quelle sera la réponse de la France ?

- LE PRESIDENT.- En effet, la résidence de notre ambassadeur à Koweït a été envahie par des troupes irakiennes. Des personnes ont été arrêtées, certaines d'entre elles, à l'heure où je m'exprime, ont été envoyées dans une destination inconnue d'eux. L'attaché militaire, me dit-on, aurait été relâché. Cela constitue une violation flagrante de la Convention de Vienne, ce qui veut dire qu'une fois de plus, les autorités irakiennes sorties du droit international entendent continuer la série de violations à laquelle ils se livrent depuis plus d'un mois. Une protestation a été immédiatement émise par le Quai d'Orsay à Paris. Il a demandé la libération de nos compatriotes ce qui était le moins. Je vous signale que d'autres ambassades ont été, en même temps, l'objet d'opérations du même type, le Canada, le Danemark, la Suède, les Pays-Bas. Et nous avons tout aussitôt organisé des consultations avec ceux de nos partenaires qui ont été victimes des mêmes agissements. Alors vous me demandez de quelle façon la France entend répliquer ? Je vais simplement vous indiquer une série de rencontres ce qui commencera de vous informer. Tout d'abord, demain matin aura lieu, sur ma convocation, la réunion du Conseil des ministres restreint, qui suit de près l'évolution de la situation au Moyen-Orient depuis le début du mois d'août. J'ai décidé cette convocation pour dix heures trente et je vous communiquerai les mesures décidées aussitôt après.

- De la même façon, par la voix de M. le ministre d'Etat chargé des affaires étrangères la France a provoqué une réunion exceptionnelle de l'UEO. Elle se tiendra mardi prochain 18H00. Les douze membres de la Communauté se rencontreront lundi matin à Bruxelles. L'ensemble de ces

conversations permettra sans aucun doute d'accroître la solidarité des pays victimes de ces successives violations du droit. Mais pour ce qui touche la France elle-même, nous avons à prendre par devers nous des décisions importantes afin de bien montrer que si nous sommes absolument fidèles à notre engagement plusieurs fois répété, c'est-à-dire le mandat des Nations unies, afin que réussisse l'embargo, je n'en ai pas moins indiqué à trois reprises, lorsque je me suis adressé à vous, que je ne devais pas, malheureusement, exclure de nouvelles agressions de l'Irak et que la France devait s'y préparer. Ce viol de la résidence de notre ambassadeur est une agression et nous y répondrons après avoir consulté les ministres compétents et au premier rang d'entre eux le Premier ministre. Demain matin, je poursuivrai avec vous cette conversation, mais je le ferai de Paris.

- VACLAV HAVEL.- Peut-être, avant de donner la parole à quelqu'un, devrais-je souligner que la Tchécoslovaquie a condamné énergiquement l'agression de l'Irak contre le Koweït. Nous avons été parmi les premiers pays qui ont commencé à appliquer l'embargo.\

QUESTION.- J'ai une question pour les deux Présidents : Vous vous rencontrez en d'autres circonstances, déjà pour la troisième fois. Comment évolue votre relation personnelle, vos sympathies, vos opinions et à quelle mesure se manifeste le fait que ce sont non seulement les politiciens qui parlent ensemble, mais aussi les intellectuels ?

- VACLAV HAVEL.- Je voudrais dire que depuis que j'accomplis cette fonction, j'ai rencontré beaucoup d'hommes politiques importants. Je me suis rendu compte de l'importance de cet excellent contact. Nous avons parlé de ce sujet avec Mme Mitterrand. Les rencontres personnelles nous permettent, nous aident à mieux voir la manière de penser de notre partenaire. J'apprécie beaucoup d'avoir la possibilité de rencontrer M. Mitterrand depuis plusieurs fois. La première fois, c'était en novembre 1988, ensuite en décembre 1988, ensuite c'était à Paris, à Oslo et maintenant c'est ici en Tchécoslovaquie.

- LE PRESIDENT.- Il y a des gens, plus on les voit, moins on les comprend. Heureusement il y en a d'autres, plus on les voit et mieux on se comprend. C'est le cas.\

QUESTION.- Je voulais demander d'abord à monsieur Mitterrand quel est son avis concernant la possibilité de la création d'un nouveau plan Marshall pour les anciens pays socialistes en cas de stabilisation, quelle est l'opinion de M. ... la proposition de M. Dienstbier et à vous je voudrais vous demander, est-ce qu'il y a eu des progrès dans des négociations concernant l'usine automobile SKODA et si il y a des progrès quels sont donc les résultats ?

- LE PRESIDENT.- Le plan Marshall a été une initiative très audacieuse des Etats-Unis d'Amérique au lendemain de la deuxième guerre mondiale. L'expression doit être comprise en somme comme une assistance à l'égard des pays sinistrés soit par la guerre, soit par les situations d'oppression comme celles que vous avez connues. Il ne s'agit pas de dire les mêmes choses dans des conditions différentes. Mais je suis tout à fait partisan d'un plan d'ensemble international qui permettrait de contribuer au redressement et à l'équipement, à la modernisation des pays qui n'ont pas pu le faire pendant près d'un demi siècle. C'est ce que la France a commencé de faire en prenant l'initiative de la création d'une banque pour le développement et la reconstruction des pays de l'Est. Cette banque est constituée, elle comprend 40 pays et deux institutions internationales. Elle dispose d'un capital et de moyens qui la placent au premier rang dans le monde, c'est l'institution internationale bancaire qui se trouve disposer du grand nombre de moyens pour l'Europe de l'Est. Elle commencera à fonctionner au début de l'année prochaine. Pour l'instant, elle se met en place. Son siège sera à Londres, son Président français. C'est vous dire la direction que nous avons prise et si un projet plus vaste pouvait être entrepris, la France serait très intéressée.

- VACLAV HAVEL.- Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la CEE et les autres institutions dans l'esprit des idées que M. Dienstbier a présentées à Bâle vont créer des Fonds de stabilisation pour couvrir notre passage à la monnaie convertible. La Tchécoslovaquie ne sera pas contre, si cela se passe. Pour ce qui concerne la question qui m'a été posée, je voudrais dire que pour le moment il n'y a pas de conclusion. Ce n'est que le 18 septembre, que l'on va décider avec quelle société nous allons signer le contrat de construction du système de sécurité à

(inaudible), c'est encore une question ouverte de la même manière que la question de la coopération avec la SKODA de (inaudible) slave. Il y a plusieurs propositions et jusqu'à maintenant nous n'avons pas décidé. Mais que ce soit la conclusion dans un sens ou dans l'autre, ce n'est pas encore fini, il y a d'autres domaines de coopération, les ministres vont se rencontrer régulièrement. Il y aura d'autres propositions qui ont déjà apparues, même si ce n'est pas la société... qui va avoir le contrat pour le système de sécurité à remporter, il y aura d'autres domaines où les sociétés françaises pourront trouver leur application. Vous savez très bien que les réacteurs et la sécurité des centrales nucléaires, c'est un problème comme chez nous, que ce n'est pas la fin du monde, ce n'est pas au système de sécurité à....\

QUESTION.- La France est notre partenaire très proche. Europe 2 a commencé son activité pendant votre visite en France. Je voudrais demander au Président : est-ce que vous soutenez des initiatives de cette manière et quelles seront les autres initiatives du côté français. Est-ce que cela pourra servir à renouveler les traditions entre nos deux pays dans le domaine de la culture et de l'information comme je l'ai déjà dit, nous sommes arrivés plus loin que dans le domaine de la coopération économique dans l'industrie et l'énergie. La télévision coopère avec succès avec la chaîne française, et il y a d'autres projets pour certains, on y travaille. Il y en a d'autres qui ont été convenus, il y a beaucoup de projets dans l'enseignement des langues, l'enseignement et les échanges des jeunes, cela fait partie des accords que nous avons signés, je pense que dans ce domaine, dans la coopération va s'approfondir très vite, la culture française a traditionnellement une place importante dans les cultures de nos nations. Elle a influencé d'une manière importante notre vie. C'est triste de constater que si peu de Tchèques et de Slovaques parlent français, mais j'espère que cela va changer bientôt.

- LE PRESIDENT.- Trois accords cadre culturels ont été signés entre nos deux pays. L'un pour la formation des cadres dans les domaines économique et juridique, l'autre pour la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels français en Tchécoslovaquie et tchécoslovaques en France. Le troisième pour des échanges de jeunes. Ensuite, un accord de principe pour la création à Prague d'un institut de recherche des sciences humaines et sociales. Enfin, la consolidation de la présence radiophonique, Europe 2 et télévisuelle, la Sept, TV5 etc.. Mise à disposition d'équipement de sous-titrage, participation à Eurêka audiovisuel, proposition d'un plan d'assistance audiovisuel à la télévision tchèque.

- Les échanges artistiques sont nombreux : exposition Paris - Prague - Bratislava & colloque "l'homme baroque" à Prague avec appui de l'université de Paris, contribution à la restauration du centre historique de Prague, co-organisation en octobre d'échanges culturels de toutes sortes, de festivals en particulier de création artistique & initiative franco-italienne d'un festival Mozart annuel en Tchécoslovaquie à Bratislava & festival du film français, etc.. La liste serait plus longue, mais c'est pour vous indiquer que vraiment nous avons bien rempli notre emploi du temps.

- VACLAV HAVEL.- Je crains que nous ayons déjà dépassé le temps ! C'est pour cela et je vous prie de poser les deux dernières questions.\

QUESTION.- La question pour monsieur le Président Mitterrand. Chez nous il a été écrit que vous aimez la Venise d'Italie, c'est-à-dire vous êtes un peu romantique et vous avez osé appliquer ce trait caractéristique dans la politique, déjà ?

- LE PRESIDENT.- C'est à mes contemporains d'apprécier. Je dois dire qu'à mon sujet, j'ai tout entendu et le contraire. C'est difficile de s'y reconnaître, mais c'est vrai que j'aime Venise et se promener dans vos villes comme je l'ai fait ce matin à Prague avant le petit-déjeuner, si l'on a une tendance romantique, elle y trouve un bon aliment. Est-ce que j'applique cela à la politique ? Ce serait un peu bref de dire cela mais assez risqué, enfin vous avez là les journalistes français vous n'aurez qu'à les interroger à la sortie. Ils ne vous diront pas la même chose.

- QUESTION.- Je voudrais avoir une remarque à ce sujet, on dit que l'esprit français combine traditionnellement le rationalisme de l'écart avec le romantisme et j'ai l'impression que les deux avantages de l'esprit français dans la personne de M. le Président Mitterrand sont en heureuse harmonie. Alors je voudrais vous demander la dernière question. La question pour M. le Président Mitterrand : Après vous c'est Mme Thatcher qui va venir en Tchécoslovaquie, vous avez parlé de votre idée de la future Europe, est-ce que vous pensez qu'il y a quelque chose encore qui reste

votre idée de la future Europe, espère que vous pensez qu'il y a quelque chose encore qui reste pour Mme Thatcher à connaître ou bien vous avez tout devancé.

- LE PRESIDENT.- D'abord je serais reconnaissant au Président Havel de transmettre à Mme Thatcher mes sentiments amicaux. Elle représente un pays qui est proche de la France autrement que par la géographie. A travers des siècles, vous savez, amis, ennemis, mais toujours ensemble.. En notre siècle c'est l'amitié. A-t-elle les mêmes conceptions que moi sur le plan de l'Europe ? Je ne le crois pas. Il me semble qu'une perspective d'organisation du continent tout entier devrait lui convenir peut-être avec un certain esprit de concurrence avec les autres organisations type Communauté économique. Pour moi tout cela est complémentaire. Après tout je n'en sais rien, je suis convaincu que la Grande-Bretagne a un grand rôle à jouer dans l'ensemble des institutions européennes. Je pense qu'elle vous le dira monsieur le Président. C'est une personne qui a une forte personnalité, mais je ne peux pas dire à l'avance qu'elle suivra mes conseils.

- VACLAV HAVEL.- Mme le Premier ministre va être reçue en Tchécoslovaquie aussi gentiment que M. Mitterrand et s'il y a des différences dans sa manière de penser vous le verrez de vous-même parce qu'elle doit aussi parler à l'Assemblée générale. Je vous remercie de votre attention et je remercie monsieur le Président d'avoir répondu à vos questions.\